

# BONGO DOIT PARTIR



---

## Bureau du Président

**OBJET : Appel à un « Front Commun » de l'opposition en vue de la revendication de la victoire du peuple par tous les moyens possibles**

A Messieurs André Mba Obame et Pierre Mamboundou

Chers compatriotes,

Au moment où les pédégistes, emmenés par les bongoïstes les plus invétérés, revendiquent déjà la victoire d'Ali Bongo en avançant des chiffres aberrants tel le 53% que Faustin Bouabou ne cesse de balancer depuis dimanche soir, et au moment où le coup d'état électoral que nous craignons tous se profile déjà à l'horizon, il n'y a que dans la contestation directe et indirecte immédiate que le peuple sera rétabli et affirmé dans son vote.

Le danger de cette élection est qu'elle risque d'être jugée relativement transparente par une communauté internationale souvent encline à regarder le simple déroulement du vote comme une indication de la conformité de l'élection avec les principes de transparence attendus. Or, nous savons tous que pour juger du résultat de cette élection bâclée, ce n'est pas en aval qu'il faut regarder, mais en amont.

Autrement dit, pour juger de la fraude dans cette élection, c'est dans les conditions de préparation du scrutin qu'il faut regarder et non ailleurs. Or, de l'aveu même des candidats avant et pendant la campagne électorale, rien dans cette élection ne pouvait garantir sa transparence. Qu'il s'agisse 1) de la transition bâclée actuelle par laquelle Rose Rogombé et Madeleine Mborantsuo ont illégalement suspendu la Constitution pendant 30 jours pour imposer un deuil national dont les Gabonais n'avaient que faire, 2) des délais électoraux ridicules qui font du Gabon le seul pays au monde à se croire capable d'organiser, sans préparation, une élection entière en 45 jours avec à peine deux semaines de campagne, 3) de la non publication du décret de convocation du collège électoral conformément à la loi, 4) du dépasement par la Cour constitutionnelle actuelle de sa durée de mandat, 5) du conflit d'intérêt né du fait que Madeleine Mborantsuo, qui a fait des enfants avec Omar Bongo, soit, en tant que Présidente de la Cour constitutionnelle, juge et partie du processus électoral en siégeant sur le résultat des élections, 6) de l'inégalité d'accès au médias d'état accaparés par Ali Bongo avant et pendant la campagne, 7) du blackout fait sur la campagne des opposants, y compris, par la suite, la suspension des émissions sur TV+, 8) du détournement de 200 milliards d'argent public par la machine PDG dans le financement de la campagne frauduleuse d'Ali Bongo, 9) des listes électorales truquées et fermées trop tôt qui ne reflètent en rien l'électorat gabonais, ou 10) de l'impréparation flagrante des autorités, nous avons en place aujourd'hui au Gabon les ingrédients qui feront la pire élection de toute l'histoire de la République. La conclusion la plus immédiate est donc que le résultat de cette élection ne peut être légitime.

Au vu de ce qui précède, cette élection n'aurait jamais dû se tenir. Elle aurait dû être reportée et l'opposition toute entière aurait dû lutter pour son report pour éviter au pays d'avoir encore à se battre pour la transparence et la démocratie pendant les 40 prochaines années de potentielle monarchie bongoïste au Gabon. Il ne faut donc pas être naïf. Comme l'avaient conclu Pierre Mamboundou et Paul Mba Abessole eux-mêmes en 1998, ce n'est pas par les urnes que la victoire du peuple s'affirmera mais, comme je l'ai toujours pensé, dans la rue. Or, au vu de la capacité de mobilisation de l'opposition actuelle en ce moment propice à la contestation électoraliste, ne pas appeler le peuple à la revendication pacifique de ses droits serait un crime contre le Gabon et son avenir.

Que reste-t-il donc à faire, maintenant que l'opposition, par sa participation, est allée valider un scrutin qui, de l'évidence même de l'histoire électorale de notre pays depuis 1993, ne pouvait être que frauduleux, en plus d'avoir été une élection entièrement bâclée et illégale ? La réponse est simple : organiser immédiatement la contestation la plus massive et la plus nationale de l'histoire de la république en vue de restaurer le peuple dans sa victoire électorale. Etant entendu qu'il n'y a aucun cas de figure dans lequel on pourrait imaginer Ali Bongo, l'homme le plus impopulaire de la république, remportant une élection transparente au Gabon, il faut sans tarder conclure que toute déclaration de victoire de sa part est un hold-up électoral.

N'ayant jamais cru en cette élection que je savais perdue d'avance comme toutes les autres, et ayant toujours cru au report comme la seule manière de donner une chance de naissance et de permanence à la démocratie gabonaise, je propose, néanmoins, la lie bue, que les deux candidats de l'opposition arrivés en tête dans cette élection, c'est-à-dire André Mba Obame et Pierre Mamboundou, se rencontrent immédiatement en vue :

- 1) de s'accorder, en toute honnêteté et objectivement, sur les chiffres dont ils disposent tous les deux ;
- 2) de déterminer, sur la base de ces chiffres, qui des deux est véritablement en tête ;
- 3) et sur cette base, s'accorder sur le désistement de l'un en faveur de l'autre en vue d'une contestation finale qui associerait par la suite, dans le cadre d'un « Front Commun », tous les candidats malheureux de l'opposition qui veulent le changement immédiat. Il ne servira à rien que tous deux revendiquent la victoire en même temps. Cela ne peut servir qu'Ali Bongo.

Cette contestation du « Front Commun » doit, en amont de la proclamation officielle des résultats tronqués de cette élection, s'articuler sur la convocation immédiate, à Rio, ce jeudi 3 septembre 2009 à midi, du peuple gabonais au plus grand meeting politique de toute l'histoire du Gabon.

Ce meeting de Rio, que nous appellerons « Sit-in de la Vérité », aura comme but principal de réunir, en un seul lieu, au moins 100.000 Gabonais, qui s'assembleront sans discontinuer pendant une semaine ou plus jusqu'à :

- 1) la reconnaissance immédiate, par Ali Bongo et les bongoïstes, de la victoire du candidat de l'opposition
- 2) la confirmation de cette victoire par les institutions idoines.

Au pire, obtenir l'annulation pure et simple de ce scrutin et sa reprise dans des conditions qui en garantiraient vraiment la transparence en amont comme en aval, sous supervision de l'ONU et de l'Union Européenne, et dans le cadre d'une transition de 6 mois à un an qui verrait la mise en place d'une concertation nationale en vue de la démocratisation du pays.

Il s'agit, par ce moyen, d'organiser ce que j'appelle un référendum populaire spontané sur la question électorale actuelle en y associant directement le peuple et les candidats de l'opposition qui pensent que le Gabon ne saurait être la propriété d'une famille. Par ce référendum populaire permanent, par lequel les 100.000 Gabonais resteront assemblés à Rio nuit et jour à partir de jeudi à midi, il s'agira, au travers d'un ultimatum populaire lancé aux autorités, de donner le choix aux trois ennemis du peuple que sont Ali Bongo, Rose Rogombé et Madeleine Mborantsuo entre accepter immédiatement la démocratie ou être chassés du pays et mis en exil.

Cet ultimatum, plus précisément, s'articulera de la manière suivante : Vu que le « Sit-in de la Vérité » commencerait jeudi dès midi, si, samedi à midi, l'élection n'est pas annulée ou la victoire du peuple non reconnue, les 100.000 Gabonais assemblés à Rio marcheront vers la présidence de la République demander la démission de Rose Rogombé et celle de Madeleine Mborantsuo, avec comme exigence immédiate de les mettre, en compagnie d'Ali Bongo, dans le premier avion en direction de Paris pour un exil temporaire qui durera le temps de la transition que les Gabonais pourront, dès lors, organiser en leur absence sur base démocratique et patriotique. Le trio diabolique pourra revenir au Gabon uniquement une fois la transition mise en place conformément au désir du peuple et Ali Bongo, s'il le veut, pourra alors présenter sa candidature à la présidence de la République, mais dans un contexte non contrôlé par le système bongoïste actuel.

Ce meeting de Rio serait, à ce titre, un sit-in non violent durant lequel l'on demandera au peuple de ne rien casser ni rien brûler, mais d'être tout simplement présent au meeting avec comme seule arme à la main une feuille ou une branche de palmier. Par ce symbole, le peuple montrera au monde entier que ce meeting se veut non seulement pacifique, mais également citoyen car, de par ce rassemblement, le peuple prend enfin sur lui d'affirmer sa souveraineté trop longtemps confisquée.

Fait à Libreville, le lundi 31 août 2009

Dr. Daniel Mengara  
Président, BDP-Gabon Nouveau

#### **Ampliations :**

- Médias
- Ambassades (USA, France, Afrique du Sud, etc.)
- Candidats à l'élection présidentielle anticipée (Pierre Mamboundou, Paul Mba Abessole, Casimir Oye Mba, Jules Bourdès Ougouliguendé, Jean Eyegue Ndong, Bruno Ben Moubamba, André Mba Obame, etc.).